

La guerre en Ukraine et ses conséquences géopolitiques

Pascal Boniface

Les Possibles, n° 34, Hiver 2023

Lorsqu'une guerre éclate, la première victime est la vérité. L'affrontement par les armes s'accompagne toujours d'une guerre d'influence. Mais cette vérité ne doit pas échapper à la nuance, car, trop souvent, les positions antagonistes se radicalisent. La vérité n'est jamais un bloc. Nuancer n'est pas trahir. Il faut éviter le campisme des propositions trop caricaturales qui sont souvent l'apanage des débats où chacun prend une position radicalement opposée à l'autre. En revanche, cette recherche de la nuance ne doit jamais écraser la quête de la vérité.

Il convient d'appliquer deux grilles de lectures à cette guerre et – n'en déplaise à certains – elles ne s'excluent pas, mais se complètent. La première est de dire que l'Occident a commis énormément d'erreurs à l'égard de la Russie et de l'URSS lorsqu'elle était mourante. Mikhaïl Gorbatchev, qui nous a quittés récemment, a été trahi. Il a eu le sentiment d'avoir été lâché par l'Ouest qui ne l'a pas accompagné jusqu'au bout dans sa Pérestroïka. S'il avait dans un premier temps réussi son pari – qu'il a finalement perdu – de maintenir une Union soviétique unie, communiste certes, mais à visage humain. L'Occident aurait ainsi eu un partenaire à l'Est, du moins un interlocuteur bien moins compliqué que Vladimir Poutine, mais certes moins docile que Boris Eltsine. Par la suite, lorsque Vladimir Poutine a pris le pouvoir, les Occidentaux ont méconnu certains intérêts de la Russie et, de ce fait, l'ont perdu pour de bon.

La Russie était-elle condamnée à s'éloigner de l'Europe ou l'Occident lui a-t-il forcé le pas ? Deux thèses s'opposent aujourd'hui. Celle des pays baltes et de la Pologne, qui se bornent à dire que la Russie est un pays agressif, que l'Europe ne pourra jamais être en paix avec elle puisque les Russes ne comprennent que le langage de la force. D'après cette thèse, les Allemands, les Français, les Italiens, les Espagnols, en définitive tous ceux qui ont voulu négocier avec la Russie, ont perdu leur temps, voire lui ont facilité la tâche, et ont finalement une responsabilité indirecte dans cette guerre. C'est aujourd'hui la thèse dominante. Dès 1991 avec François Mitterrand, ceux qui s'opposent à celle-ci n'ont cessé de prévenir que l'élargissement de l'OTAN serait une erreur tragique qui conduirait inéluctablement à la crispation de la Russie. Georges Kenan, l'homme qui a inventé en 1947 le concept d'endiguement, disait déjà que l'élargissement de l'OTAN était la pire erreur stratégique que les États-Unis puissent faire. Henry Kissinger, qui peut difficilement être considéré comme une colombe, avait le même discours. Pour lui, l'élargissement de l'OTAN poserait des problèmes, non pas en froissant la susceptibilité de Vladimir Poutine, mais en se heurtant à ses intérêts stratégiques. Si, en 2008 Nicolas Sarkozy, qui venait tout juste de se faire élire sur le slogan « Sarko l'Américain », s'opposait à l'élargissement de l'OTAN à l'Ukraine et la Géorgie, ce n'est pas par anti-américanisme, mais en s'appuyant sur un calcul géostratégique sur lequel Angela Merkel le rejoignait.

Certes, l'Occident a commis des erreurs par rapport à la Russie, mais ces erreurs ne justifient en rien ni le déclenchement de la guerre ni les crimes de guerre que Vladimir Poutine a commis. Rien n'excuse le recours illégal à la force dans les relations internationales. La Russie a déclenché une guerre impérialiste contre l'Ukraine. Mais il est nécessaire de réfléchir à la nature de la relation entre l'Occident et Moscou après cette guerre. Il ne faut pas recommettre les erreurs du passé. Heureusement, la France n'a pas traité l'Allemagne après 1945 de la même façon qu'à la suite du traité de Versailles en 1919. L'Occident veut-il traiter

la Russie comme un pays qui a perdu la guerre froide et qui n'a pas voix au chapitre ou comme un potentiel partenaire ? Il est donc nécessaire de réfléchir à nos erreurs, mais n'exonérer en rien le dirigeant russe de ses responsabilités. Vladimir Poutine a commis des crimes de guerre. L'agression de l'Ukraine par la Russie est inacceptable, illégale, illégitime et constitue par ailleurs une erreur stratégique pour la Russie. Cela n'est en rien défendable. La seule bonne nouvelle est peut-être qu'après l'Irak en 2003, après l'Afghanistan, la Libye et le Mali, le monde comprend enfin que recourir à la force pour résoudre des problèmes politiques demeure un échec. Espérons que le recours à la guerre sera encore un peu plus banni grâce à l'échec de la Russie, car Vladimir Poutine a d'ores et déjà perdu cette guerre. Il a commis des crimes de guerre, mais, plus qu'un crime, c'est une faute.

Personnellement, j'admets que jusqu'à la veille du déclenchement de la guerre, je ne la croyais pas possible comme la plupart des responsables politiques français spécialistes de la Russie et des Ukrainiens eux-mêmes. Depuis 20 ans, Vladimir Poutine a, brutalement, restauré le prestige et la stature internationale de la Russie, mettant en place une répression active, laissant commettre des crimes de guerre en Syrie et en Tchétchénie. Il déclarait régulièrement « regardez où était la Russie quand j'ai pris le pouvoir, regardez où elle est maintenant ». Effectivement, Vladimir Poutine avait redonné une place à la Russie qui d'ailleurs pesait plus que son poids réel du fait de l'action du président russe, de sa vision sur le long terme et du fait qu'il n'hésitait pas sur les moyens à mettre en place pour y parvenir. Ces moyens sont tout à fait répréhensibles. Si son objectif était de redonner une place centrale à la Russie sur l'échiquier mondial, c'était chose faite jusqu'au 24 février 2022. Si, pour reprendre sa célèbre phrase, « celui qui ne regrette pas l'URSS n'a pas de cœur, mais celui qui veut la recréer n'a pas de tête », le chef du Kremlin n'a certes pas voulu recréer l'URSS en attaquant l'Ukraine, mais il a perdu la tête en le faisant.

Dès le départ, dès les premiers jours, Vladimir Poutine a perdu la guerre. Il n'est pas parvenu à Kiev et n'a pas mis en place un régime fantoche avec le retour de Viktor Ianoukovytch, l'ancien président pro-russe. Il n'a pas été applaudi par les Ukrainiens qui n'ont pas vu les chars russes comme des chars de libération. De plus, un pays de 40 millions d'habitants ne s'occupe pas avec 160 000 hommes. Si les troupes russes étaient parvenues aux rives du Dniepr, ils auraient dû – comme les Américains en Irak et en Afghanistan – partir assez vite. Poutine n'a jamais gagné Kiev et il est actuellement en train de perdre son second pari : garder le Donbass. Il voulait dominer l'Ukraine, il a fait d'elle un pays dont l'identité nationale est antirusse. Ce pays qui était auparavant partagé entre des influences slaves et européennes, ce pays déchiré comme la Turquie entre l'Europe et l'Asie, comme le Mexique entre l'Amérique latine et l'Amérique du Nord, ne connaît plus aujourd'hui – mise à part peut-être dans certains coins reculés du Donbass – aucune influence russe. L'agression russe, les crimes de guerre, les viols, les massacres, les tueries, les assassinats ont fait que le sentiment national ukrainien se définit à présent par opposition à la Russie et qu'il n'a jamais été aussi fort. Vladimir Poutine voulait diviser l'Europe, jamais l'OTAN n'a été aussi unie, jamais les Européens n'ont autant demandé une présence américaine. À tel point que la Suède, pays neutre depuis plus de 200 ans, et la Finlande depuis plus de 75 ans, ont adhéré à l'OTAN, chose qu'elles ne croyaient pas utile lorsque Staline était au pouvoir. Ces deux pays ont pensé qu'il fallait le faire et de toute urgence. Poutine voulait montrer la puissance de la Russie, on ne voit que sa faiblesse, celle d'une armée qui ne peut pas atteindre ses objectifs, qui n'est pas disciplinée, qui n'est pas tenue. Vladimir Poutine a donc perdu sur tous les plans et sa décision d'en appeler à la mobilisation partielle ne fait qu'accentuer sa défaite.

Les pays occidentaux ont pris des sanctions contre la Russie, ils en avaient déjà pris beaucoup suite à l'annexion de la Crimée. Ces sanctions ne sont pas suffisantes pour faire changer Poutine d'avis, mais elles vont lui faire mal. Ce qui fait d'autant plus mal à la Russie,

c'est la réaction de sa population. Poutine pensait que, comme à son habitude, il suffisait de taper du poing sur la table et emprisonner certains opposants pour faire taire tous les mécontentements. Entre 200 000 et 300 000 Russes ont fui dès le début de la guerre. La répression de Poutine fait fuir ces personnes qui n'ont pas envie de revenir au temps de Staline, de risquer la prison s'ils émettent des doutes sur la guerre. D'ailleurs, le terme de guerre est interdit. À Moscou, le livre de Tolstoï s'appelle « opération spéciale militaire et Paix ». Certains Russes n'ont peut-être que la télévision d'État pour s'informer, mais beaucoup sont liés à l'étranger. Ceux qui sont partis avant le décret de mobilisation sont ceux qui étaient éduqués, qui avaient un capital intellectuel, qui souvent travaillaient dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication, dans la révolution numérique. Ils vont cruellement manquer à la Russie. Le fait de décréter la mobilisation est l'erreur de trop. Les Russes sont prêts à mourir pour défendre le territoire de la patrie, pas pour une guerre extérieure. Aujourd'hui, pour un Russe qui est mobilisable, le choix de la prison ou de l'exil est plus rationnel que de se laisser envoyer au front et mourir pour un régime qui s'est trompé. Vladimir Poutine est en train de dilapider l'héritage politique qu'il avait constitué pendant vingt ans et la place qu'il va laisser dans l'histoire par rapport à la grandeur de son pays. La Russie n'est pas la première victime de cette guerre, mais elle est une victime et les Russes sont victimes des décisions irraisonnées de Vladimir Poutine qui s'est enfermé au bout de vingt ans de pouvoir absolu et de deux ans d'isolement dû à la pandémie de Covid-19.

La première victime est bien sûr l'Ukraine : 45 % de son PIB est parti en fumée, 5 millions d'Ukrainiens ont fui – même si certains peuvent revenir puisque la Russie n'occupe qu'une très faible partie du territoire ukrainien – de nombreux morts, des viols et toutes les contingences des horreurs de la guerre et des horreurs qu'une armée d'occupation qui n'est pas tenue et est basée sur la violence puisse faire. L'Ukraine est un pays martyr et les Ukrainiens sont un peuple martyr. Mais elle a aussi gagné un statut. L'intégrité de Zelensky, qui avait été élu triomphalement sur la base de la lutte contre la corruption, avait été mise à mal par les *Pandora papers* qui montraient qu'il était lui-même dans les mains des oligarques. L'Ukraine était un pays dans lequel les compagnies occidentales ne voulaient pas investir parce que c'était le pays dans lequel le taux de corruption était le plus fort. Le PIB par habitant en Ukraine n'a guère progressé depuis l'indépendance, cela n'est pas de la faute de la guerre. Certains parlent de l'Ukraine comme d'une démocratie attaquée par une dictature. Une démocratie tenue par les oligarques n'est pas une vraie démocratie. Tous les dirigeants ukrainiens qui se sont succédé depuis 1991, qu'ils soient pro-russes ou pro-européens, étaient tous corrompus et se sont enrichis dans des circonstances absolument effrayantes. La population ukrainienne a d'abord été victime de ses dirigeants avant d'être martyre de l'agression de la Russie. Si, avant la guerre, 7 millions d'Ukrainiens avaient fui le pays depuis l'indépendance, c'est parce qu'ils n'avaient aucune perspective. L'objectif une fois que la guerre sera gagnée, une fois que les troupes russes auront quitté l'Ukraine, est de savoir si la société civile ukrainienne prendra le dessus sur les oligarques. C'est un enjeu fondamental. L'Ukraine se porte à présent candidate à l'accession à l'Union européenne. Mais est-ce dans l'intérêt de l'Union européenne d'accepter un pays aussi important en termes de population avec une gouvernance aussi sujette à caution et qui estime devoir avant tout sa victoire aux États-Unis et sera de ce fait un allié docile ?

Qui sont les perdants ? L'Union européenne et principalement la France et l'Allemagne. Le modèle économique allemand, celui d'une industrie performante avec une énergie bon marché, prend fin. L'Allemagne va certainement voir sa vitalité économique être remise en cause par la guerre. On lui reproche d'avoir tout cédé à la Russie, d'avoir vendu son âme pour du gaz pas cher, à tel point qu'il y a aujourd'hui une sorte de culpabilité allemande. Ces derniers n'osent plus émettre une idée en relation internationale. L'autre perdant, c'est la

France. Tout l'ADN stratégique de la France depuis le début de la cinquième République – qui consistait à jouer sur sa relation avec Moscou pour élargir ses marges de manœuvre, notamment par rapport aux États-Unis, et bâtir l'autonomie stratégique européenne – est mort. Si Emmanuel Macron a pu parler à Vladimir Poutine, il a dû auparavant demander l'autorisation à tous les autres pays européens, vérifier que Washington n'y était pas hostile et en rendre compte immédiatement après. On ne peut plus jouer avec Moscou. Cela est légitime d'ailleurs au vu des crimes qu'a commis la Russie, elle ne peut plus être un partenaire. Le président français scandait en novembre 2019 que l'OTAN était en état de mort cérébrale. L'OTAN a été réveillée. Poutine n'est pas un prince charmant, mais il a réveillé la Belle au bois dormant, il lui a donné une nouvelle vigueur. Jamais les pays européens n'ont autant été désireux d'être dans l'OTAN. Ils augmentent leurs dépenses militaires alors même que l'armée russe est incapable de tenir Kherson. C'est irrationnel puisque les faits montrent que l'armée russe n'est pas une menace pour les pays européens de l'OTAN. Cependant – pour différentes raisons qui mériteraient une tribune en tant que telle – les Européens ont décidé d'augmenter nos dépenses pour acheter des armes américaines. Le chef d'état-major de l'armée allemande dit à présent ne pas vouloir dépendre des problèmes de coopération, à savoir celle du couple franco-allemand. C'en est donc fini de l'autonomie stratégique européenne. Ceux qui mènent le bal aujourd'hui sur le vieux continent sont la Pologne et les pays baltes. Ils ont une vision de la Russie comme un pays foncièrement hostile et qu'il faut, si ce n'est démembrer, vaincre et humilier pour qu'il ne recommence pas. L'ancien président polonais, Lech Walesa, a récemment déclaré que tant que la Russie ne serait pas ramenée à un pays de moins de 50 millions d'habitants, l'Europe ne sera jamais en paix. À défaut de diviser la population russe par trois, comment changer le régime en place ? À l'inverse d'Hitler, les soldats ukrainiens n'iront pas à Moscou regarder Poutine se suicider dans son bunker. Certains disent qu'il faut juger Poutine. Qui va aller le chercher ? Ce sont éventuellement les Russes qui le renverseront s'il durcit trop le ton ou si son échec est trop humiliant. Pour cela, il ne faut pas traiter tous les Russes comme des ennemis. Au moment où nombre d'entre eux veulent fuir la Russie, l'Europe durcit sa politique de visas pour les empêcher de venir, c'est tout à fait irrationnel. L'enjeu pour l'Europe est de montrer qu'elle est hostile à Vladimir Poutine, mais pas à la Russie, qu'elle ne veut pas démembrer la Russie, qu'elle ne veut pas l'affaiblir, mais seulement qu'il y ait un autre pouvoir au Kremlin qui n'agresse pas ses voisins et qui ne pense pas que recourir à la guerre est un moyen normal de résoudre les contradictions politiques.

Les grands vainqueurs sont incontestablement les États-Unis. Ce n'est pas mettre un pied dans les théories du complot que de citer la phrase de Brzezinski selon laquelle sans l'Ukraine la Russie n'est plus un empire. Ajoutons qu'avec l'Ukraine, l'Union européenne ne sera jamais une puissance politique. Si l'Ukraine venait dans l'Union européenne, ce sera l'équivalent du Royaume-Uni pour empêcher de faire un projet commun autonome. L'année dernière, les projecteurs étaient braqués sur la débâcle de Kaboul. Elle est aujourd'hui oubliée par tous. Les pays européens qui se disaient qu'il était impossible de faire confiance aux Américains pensent à présent que la seule garantie qui puisse exister se trouve de l'autre côté de l'Atlantique. Ce sont ces mêmes pays européens qui demandent aux États-Unis d'augmenter leur présence militaire en Europe et le fait de penser à l'autonomie leur apparaît comme une trahison qui pourrait faire fuir les Américains. Les États-Unis ne l'ont pas voulu, mais ils en bénéficient. Si la Russie a perdu la guerre, c'est que l'Ukraine n'était pas dans l'OTAN, mais que l'OTAN était déjà dans l'Ukraine. Les Occidentaux pas cobelligérants, mais sans l'aide militaire occidentale, principalement américaine, l'Ukraine aurait perdu la guerre.

Cependant un danger demeure. Certes, l'Europe et le monde occidental sont unis, mais ils commettent l'erreur de confondre communauté occidentale et communauté internationale.

La Russie n'est pas isolée. Elle le sera si Poutine continue ses exactions, s'il apparaît de plus en plus comme un perdant et bien sûr s'il emploie des armes chimiques ou la bombe atomique. Mais il faut bien différencier les 140 pays qui ont condamné l'agression russe de ceux qui ont pris des sanctions contre la Russie. Ce ne sont que des pays occidentaux et leurs alliés stratégiques en Asie : la Corée du Sud, le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Lorsqu'ils ont mis fin à la guerre froide, les Américains ont fait l'erreur de penser que, n'ayant plus de menace à l'Est, un monde unipolaire s'ouvrait à eux. Ils n'ont alors pas vu l'émergence du Sud et ils ne voient pas aujourd'hui ce qu'on appelle le « Sud global ». Ce qui autrefois était le tiers monde ne l'est plus. Pourquoi ces pays ne veulent-ils pas s'opposer à la Russie via des sanctions ? Pour l'Afrique du Sud, la Russie l'a aidé à sortir de l'apartheid à une époque où l'Occident soutenait ce système. L'Angola et le Mozambique ont des raisons économiques. L'Algérie est tenue par des accords militaires. La Chine, quant à elle, n'est pas un allié de la Russie. Mais elle ne souhaite pas non plus une victoire occidentale avec la chute de Poutine. Pékin ne livre aucune arme à Moscou. Pour elle, cette agression russe est une erreur parce que l'ordre naturel des choses veut que la Chine devienne la première puissance du monde par la croissance économique. Or la guerre vient perturber cette dynamique en augmentant le prix des produits alimentaires et des matières énergétiques qui sont les deux principaux postes d'importation pour la Chine. L'Inde achète à la Russie du pétrole à bas prix en payant en rouble. La Turquie, pourtant membre de l'OTAN, va payer une partie de sa facture énergétique en roubles à la Russie. Tous ces pays n'ont pas voulu couper les ponts avec la Russie, d'autant plus qu'ils pensent que les Occidentaux sont hypocrites. Pendant des décennies, les Occidentaux ont mené des guerres, conquis des territoires et occupé militairement des pays. La violation du droit international n'a pas semblé les gêner lorsque les États-Unis ont envahi l'Irak pour des motifs fallacieux. Lorsque c'est un rival, ils s'en effraient. Ces différents éléments interdisent d'annoncer le retour d'un ordre bipolaire. Lors de la guerre froide, les pays devaient choisir entre Moscou et Washington. À présent, ils veulent avoir des relations avec Moscou et Pékin, et dans le même temps, avec les Occidentaux. Si Vladimir Poutine continue de prendre les mêmes décisions, entre l'accentuation de sa défaite militaire et une population russe qui lui tourne le dos, cette configuration internationale changera peut-être. Pour l'instant, Poutine n'est pas isolé du reste du monde, il est seulement coupé du monde occidental comme au temps de Staline. L'absence de contact économique, stratégique, culturel, politique et scientifique, l'arrêt des échanges culturels est une catastrophe pour la Russie.

Dans ce genre de situation tragique, céder à l'émotion est une erreur. C'est la raison qui doit guider l'analyse. L'émotion est légitime, mais si l'on veut vraiment vaincre Poutine, ce n'est pas avec l'émotion qu'on le fera, mais en étant plus intelligent, plus déterminé et en prenant les bonnes décisions. La situation est si difficile et douloureuse qu'il n'y a que peu de facteurs d'espoir. L'espérance peut jaillir de ce qu'il se passe en Iran par cette jeunesse qui défie le régime des Mollahs et en Russie par la mobilisation interne contre Vladimir Poutine. Partout dans le monde, mis à part peut-être en Corée du Nord et en Érythrée, il y a des sociétés civiles qui, grâce aux réseaux sociaux, n'ont pas besoin de la presse officielle pour être informées et qui malmènent tous ces pouvoirs autoritaires dont l'avenir n'est pas assuré.

Il ne faut pas excuser l'impérialisme russe sous prétexte qu'il y a un impérialisme américain. Il faut condamner la guerre comme moyen de régler les différends entre États.

Pascal Boniface est directeur de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS). Il a récemment publié *Géopolitique du Covid-19* (Eyrolles, 2020), *Géopolitique de l'intelligence artificielle* (Eyrolles, 2021), et *3 minutes pour comprendre 50 enjeux et défis de la*

géopolitique de la France (Le Courrier du Livre – Trédaniel, 2021). Il décrypte l'actualité internationale sur sa chaîne Youtube « Comprendre le monde ».